

## Arrêté n° 2024-2370

### Le Maire,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2122-19,
- Vu** l'arrêté n° 24-0764 du 26 avril 2024 donnant délégation de signature à Savinie VILAIN, Responsable Cimetières,
- Considérant** la nécessité d'assurer le fonctionnement normal de l'Administration ;
- Sur proposition de la Directrice générale des services,

### Arrête

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée à **Savinie VILAIN, Responsable Cimetières** de la Ville de La Roche-sur-Yon, dans le cadre de ses attributions, pour les documents suivants :

- autorisations de fermeture de cercueil,
- permis d'inhumer,
- autorisations de crémations,
- autorisations d'exhumation,
- courriers de renouvellement de concessions funéraires adressés à leurs titulaires.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Savinie VILAIN, Responsable Cimetières, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par **Geoffroy MARTINEAU, Responsable Etat civil - Mairies de quartiers - Elections - Recensement de la Population.**

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Savinie VILAIN et Geoffroy MARTINEAU, la délégation de signature sera exercée par **Sandrine SERT, Responsable du pôle démarches aux usagers et services à la population.**

**Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Savinie VILAIN, Geoffroy MARTINEAU et de Sandrine SERT, la délégation de signature sera exercée par **Cyril VARENNES, Directeur de la proximité et de la prévention.**

**Article 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Savinie VILAIN, de Geoffroy MARTINEAU, de Sandrine SERT et de Cyril VARENNES, la délégation de signature sera exercée par **Cécile DALAIS, Directrice Générale Adjointe des services mutualisée, responsable du Pôle services à la population.**

**Article 6 :** La Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui remplace l'arrêté n°24-0764 du 26 avril 2024.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 17/12/2024

Le Maire,  
Luc BOUARD

Signé numériquement le 17/12/2024  
par BOUARD Luc  
Maire



*Le Maire*

*- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.*

*- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de son affichage. Le Tribunal Administratif précité peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*